

---

---

**2026-CM-02**

**Marché public de fournitures et services  
Procédure adaptée**

**Solution de relogement provisoire en constructions modulaires sur  
le site de l'Urssaf Poitou-Charentes à Aytré (17)**

---

---

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(CCAP)**

DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES :

**LUNDI 6 JUILLET 2026 – 14H**

REPONSE PAR VOIE ELECTRONIQUE EXCLUSIVEMENT

## Table des matières

Article 1 - Objet du marché – Mode de passation .....	4
1.1     Objet du marché.....	4
1.2     Mode de passation .....	4
1.3 Prestations similaires .....	4
Article 2 - Pièces constitutives du marché .....	4
Article 3 – Décomposition du marché.....	5
Article 4 – Intervenants à l’acte de construire.....	5
Article 5 – Contexte de la prestation.....	5
CHAPITRE II – CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE .....	6
Article 6 - Forme du prix et conditions de variation.....	6
6.1 Forme du prix .....	6
6.2 Contenu des prix.....	6
6.3 Modifications des prix.....	7
6.4 Prix nouveaux.....	7
6.5 Mois d’établissement des prix .....	7
Article 7 - Actualisation/ Révision des prix .....	7
7.1 Révision des prix .....	7
7.2 Clauses d’ajustement.....	8
Article 8 – Modalités de règlement des prix et présentation des demandes de paiements .....	8
Article 9 - Avances.....	9
9.1 Conditions de l’avance .....	9
9.2 En cas de sous-traitance .....	9
9.3 Conditions de remboursement.....	9
Article 10 - Délais de paiement.....	10
Article 11 - Nantissement/cession de créances .....	10
11.1 Conditions .....	10
11.2 Notification .....	10
11.3 Sous-traitance .....	11
Article 12 - Retenue de garantie .....	11
CHAPITRE III - CONDITIONS D’EXECUTION DU MARCHE .....	11
Article 14 – Conditions de livraison .....	12
Article 15 - Délais d’exécution.....	12
Article 16 - Pénalités de retard .....	13
16.1     Pénalités liées à l’exécution des prestations .....	13
16.2     Pénalités spéciales .....	13
Article 17 – Opérations de vérifications – Admission des prestations .....	14
Article 18 – Circonstances imprévisibles .....	14

Article 19 - Documents fournis après exécution .....	15
Article 20 – Garanties .....	15
Article 21 – Assurances .....	15
Article 22 - Résiliation.....	16
22.1 Cas de résiliation suite à liquidation judiciaire .....	16
22.2 Cas de résiliation pour faute.....	16
Article 23 - Règlement des litiges et différends .....	16
Article 24 - Dérogations aux documents généraux .....	17

## CHAPITRE I – STIPULATIONS GENERALES

### Article 1 - Objet du marché – Mode de passation

#### 1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'installation et la location de constructions modulaires pour recevoir un espace restauration du personnel de l'URSSAF du Poitou-Charentes site d'Aytré (17) et un espace d'accueil au public, ainsi que toutes les installations afférentes, VRD, fluides et raccordements associés nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble.

#### Lieu d'exécution :

Urssaf Poitou-Charentes – Site d'Aytré  
12 rue Newton – ZAC de Belle Aire Nord  
17440 AYTRÉ

#### 1.2 Mode de passation

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application de l'article L. 2123-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26/11/2018 portant partie législative du code de la commande publique, de l'article R. 2123-1 du décret n° 2018-1075 du 03/12/2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale.

#### 1.3 Prestations similaires

Des marchés qui ont pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché et exécutées par l'entrepreneur pourront lui être confiés en faisant application de la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables prévue à l'article R 2122-7 du code de la commande publique sous réserve toutefois que cette possibilité réponde aux exigences posées par ledit article, notamment que le recours à ce type de marché négocié ait été prévu dans le cadre de la procédure de passation du marché passé en premier.

En tout état de cause, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés pourront être conclus ne pourra pas dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

### Article 2 - Pièces constitutives du marché

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet de compléter l'acte d'engagement et de définir les obligations juridiques, administratives et financières des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent marché.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) mentionné à l'article 2 du présent CCAP.

Par ordre de priorité décroissante, les pièces contractuelles du marché sont :

- l'acte d'engagement ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières ;
- le cahier des clauses techniques particulières ;

- la décomposition du prix global et forfaitaire ;
- le mémoire technique du titulaire ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessus constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

### Article 3 – Décomposition du marché

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches. La présente consultation fait l'objet d'un lot unique.

Le présent marché est découpé en trois phases distinctes :

- Phase 1 : Travaux liés à l'installation des constructions modulaires
- Phase 2 : Location des constructions modulaires
- Phase 3 : Dépose des ouvrages et remise en état

La durée du marché est fixée à 26 mois.

### Article 4 – Intervenants à l'acte de construire

Les intervenants à l'acte de construire sont :

- L'acheteur ou, le cas échéant, les acheteurs en cas de groupement de commande au sens de l'article L 2113-6 du code de la commande publique, agissant en qualité de maître de l'ouvrage ou son mandataire au sens de l'article L 2422-6 du même code :

**Urssaf Poitou-Charentes**

**2 rue du 14 juillet 1789**

**86000 POITIERS**

Représenté par Monsieur Thierry de Laburthe, en tant que Directeur Régional.

#### **Le maître d'œuvre :**

Architecte mandataire : POGGI Architecture

107 rue de Laseppe – 33000 BORDEAUX

Architecte associé : MORE Architecture

174 rue Fondaudège – 33000 BORDEAUX

BET TCE : OTCE

126 rue des Quatre Castéra – 33130 BEGLES

**Une réunion de démarrage sera organisée à la notification du marché.**

### Article 5 – Contexte de la prestation

Le présent marché a pour objet l'installation, la location et la maintenance de constructions modulaires pour recevoir un espace restauration du personnel de l'URSSAF du Poitou-Charentes

site d'Aytré (17) et un espace d'accueil au public. Cette solution temporaire s'inscrit en parallèle d'une construction / démolition des locaux existants sur la même parcelle.

## CHAPITRE II – CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE

### Article 6 - Forme du prix et conditions de variation

#### 6.1 Forme du prix

Conformément à l'article 2 de l'acte d'engagement, le présent marché est conclu à prix forfaitaires, définitifs et **révisables**.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la signature du marché ; toutefois, tout changement dans le taux de TVA qui affecterait le présent marché fera l'objet d'un avenant actant des conditions d'application du nouveau taux en conformité avec les textes légaux.

#### 6.2 Contenu des prix

En tant que professionnels avertis, le titulaire ne pourra en tout état de cause se prévaloir d'une sous-évaluation des quantités dès lors que cette sous-évaluation révèle une faute de sa part. Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, l'entrepreneur, dans le cadre de son obligation de conseil professionnel, prendra soin de signaler, si nécessaire, par écrit au maître de l'ouvrage toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévue.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer, après notification du marché, des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCTP ou des plans pour justifier une demande de supplément.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix de ce marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais de montage et démontage, les frais de main d'œuvre et d'encadrement, les frais de déplacement, les frais de transport jusqu'aux différents lieux d'exécution, les coûts liés à l'accessibilité des sites, à la manutention, les frais d'outillage, d'appareils, les matériels et matériaux, les frais logistiques, les frais d'approvisionnement, les frais de fourniture, les frais de nettoyage et d'évacuation des déchets ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les prestations seront réglées au prorata des quantités livrées.

La décomposition du prix forfaitaire a **valeur contractuelle**. Elle sera utilisée en cours d'exécution du marché comme base de référence pour l'établissement des prix des prestations supplémentaires ou modifiés. Elle servira aussi au calcul de la réfaction des prix si des prestations initialement prévues n'étaient pas réalisées.

## 6.3 Modifications des prix

Ne sont pas comprises dans le prix forfaitaire initial, les modifications affectant la consistance initiale des prestations et résultant de changement réalisées à la demande du maître de l'ouvrage. Un avenant acte l'ensemble des modifications réalisées à la demande du maître de l'ouvrage engendrant une augmentation du prix des prestations.

## 6.4 Prix nouveaux

Dans le cas de prestations réglée sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont ordonnés par le maître d'œuvre, le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements.

S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

Ces prix provisoires, permettant une juste rémunération du titulaire, sont arrêtés par le maître d'œuvre avec l'accord du maître d'ouvrage, après consultation du titulaire. Ils sont obligatoirement assortis d'un sous-détail, s'il s'agit de prix unitaires, ou d'une décomposition, s'il s'agit de prix forfaitaires, cette décomposition ne comprenant aucun prix d'unité nouveau dans le cas d'un prix forfaitaire pour lequel les changements présents ne portent que sur les quantités de natures d'ouvrage ou d'éléments d'ouvrage.

Pour l'établissement des décomptes concernés, le titulaire est réputé avoir accepté les prix qui ont été fixés par l'ordre de service prévu à l'article 13.1, si, dans le délai de trente jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au maître d'œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose. En cas de désaccord, le maître d'ouvrage règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire en application de l'alinéa précédent.

## 6.5 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois d'établissement des prix ; ce mois est appelé "mois zéro".

Pour le présent marché, le mois M0 est celui de la date limite de réception des offres tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement.

## Article 7 - Actualisation/ Révision des prix

### 7.1 Révision des prix

En application de l'article R 2112-13 du code de la commande publique, les prix des marchés révisibles seront révisés **semestriellement**, au moyen de la formule prévue ci-après, avec partie fixe de 15%.

La valeur « Pn » en règlement d'un acompte du mois « n » s'obtiendra au moyen de la formule suivante :

$$Pn = Po (0,15 + 0,85 (In/Io))$$

dans laquelle :

Pn = Prix de règlement

Po = Montant mensuel à la date d'établissement des prix d'un décompte « n », y compris les approvisionnements à cette date.

0,15 = Partie fixe

0,85 = Partie variable

- Io : valeur de l'indice de référence au mois zéro.

- In : dernière valeur de l'indice de référence connu au mois n.

Le mois « n » retenu pour chaque révision est le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule.

L'indice de référence I, publié à l'INSEE est l'Indice des travaux publics – BT01 Index du bâtiment  
- Tous corps d'état - Base 2010

Le coefficient de révision sera arrondi au millième supérieur.

En cas de dépassement du délai contractuel, prolongé éventuellement par voie d'avenant, les révisions de prix y afférant se poursuivent.

## 7.2 Clauses d'ajustement

Il n'est pas prévu de clause d'ajustement.

## Article 8 – Modalités de règlement des prix et présentation des demandes de paiements

Les paiements seront échelonnés comme suit :

**1/ Installation des bâtiments modulaires** : 100 % à l'issue de la réception complète et de l'admission (après la levée des réserves des travaux d'installation de la structure d'exécution des travaux et prestations connexes conformément au C.C.T.P.) ;

**2/ Location du bâtiment modulaire** : Versement mensuel à terme échu ;

**3/ Désinstallation du bâtiment modulaire** : 100 % à l'issue de la réception complète et de l'admission (après la levée des réserves des travaux de dépose de la structure, repliement et remise en état du terrain).

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>. Le titulaire devra renseigner le SIRET de l'Organisme (n°753 644 152 00013)



## Article 9 - Avances

### 9.1 Conditions de l'avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Cas général : L'option retenue pour les avances est **l'option B**. Conformément au CCAG applicable, le taux de l'avance est fixé à 5 % ou 10 % si l'entreprise est une PME.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Il est exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance, sauf pour les organismes publics. La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci. L'acheteur n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

### 9.2 En cas de sous-traitance

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance telles que fixées à l'article R 2191-3 du code de la commande publique.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur conformément aux articles R 2193-17 à 21 du code de la commande publique.

Les modalités de calcul de l'avance se font dans les conditions des articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique au regard du montant des prestations confiées au sous-traitant tel que cela figure à l'acte d'engagement ou à l'acte spécial.

### 9.3 Conditions de remboursement

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC de le marché selon la formule suivante :

**Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Prestations- 65)/15 - avance déjà remboursée.**

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant T.T.C. des prestations du montant minimum.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants).

## Article 10 - Délais de paiement

Le paiement des acomptes mensuels interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception par le Maître d'œuvre du projet de décompte mensuel établi par l'entrepreneur à condition que ce décompte ne soit contesté ni par le Maître d'œuvre ni par le maître de l'ouvrage.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le paiement du solde interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du décompte général par le maître de l'ouvrage.

A l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28/01/2013.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points de pourcentage.

## Article 11 - Nantissement/cession de créances

### 11.1 Conditions

En cas de cession ou de nantissement, le maître de l'ouvrage remet au titulaire unique ou au groupement solidaire dont les prestations ne sont pas individualisées soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

En cas de groupement conjoint ou encore de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées, et sous réserve que les prestations fassent l'objet d'un paiement séparé, il est remis à chacun des membres du groupement soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

Dans tous les cas, il est spécifié à l'acte d'engagement ou au certificat, le montant maximum pouvant être nanti ou cédé au profit de l'entreprise unique ou du groupement solidaire, et en cas de groupement conjoint ou de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées et payées séparément, au profit de chacun des membres du groupement conjoint.

### 11.2 Notification

Le bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance au titre d'un marché public notifie ou signifie cet acte au comptable public assignataire dans les conditions de l'article R313-17 du code monétaire et financier qui procède au règlement auprès du bénéficiaire s'il s'agit d'une cession. En cas de nantissement, le règlement intervient auprès du titulaire sauf si le bénéficiaire du nantissement peut se prévaloir auprès du comptable de l'organisme de l'accord de l'entreprise pour le paiement des prestations dues.

### 11.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance proposée après le dépôt des offres, et ainsi jusqu'à l'admission des prestations, le titulaire devra présenter au maître de l'ouvrage l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été remis.

Si le titulaire remet l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, le maître de l'ouvrage procède aux modifications nécessaires quant à la stipulation relative au montant maximum de la créance pouvant être cédée ou nantie en adaptant celle-ci au regard des montants de prestations sous-traitées.

Si le titulaire ne peut remettre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, le sous-traitant ne peut être accepté sauf si le titulaire remet une attestation du bénéficiaire indiquant que la cession ou le nantissement de créances est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée ou bien une attestation du bénéficiaire indiquant que le montant de la cession ou du nantissement a été réduit afin que le paiement direct soit possible, ou bien encore une attestation de main levée du bénéficiaire de la cession.

Conformément à l'article R 2193-22 du code de la commande publique, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

### Article 12 - Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

## CHAPITRE III - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

Les prestations devront être conformes aux stipulations du C.C.T.P. (les normes et spécificités techniques applicables étant celles en vigueur à la date de notification du marché).

**Le titulaire respectera l'ensemble des exigences réglementaires communautaires et nationales en vigueur, ainsi que tout nouveau texte à paraître dans ce domaine.**

### Article 13 – Stockage, emballage et transport

Concernant le stockage, l'emballage et le transport, les dispositions de l'article 20 CCAG FCS sont applicables.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement et de chargement incombent au titulaire. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété.

Les transports et déchargements seront effectués aux risques et périls du titulaire du marché jusqu'au lieu de livraison, ainsi que les retours et expéditions en cas de non-conformité.

Aucun matériel ne sera fourni au prestataire. Dans le cas où le transporteur ne dispose pas du matériel adéquat pour effectuer le déchargement, la livraison sera refusée et le délai de livraison continuera de s'appliquer.

Le candidat devra préciser les mesures prévues pour assurer la sécurité, l'hygiène et les conditions de travail concernant le transport et le déchargement des matériels.

#### Article 14 – Conditions de livraison

Les bâtiments modulaires doivent être livrés et installés à **l'Urssaf Poitou-Charentes – Site d'Aytré situé au 12 rue Newton – 17440 AYTRÉ**, conformément aux caractéristiques du CCTP, accompagnés impérativement d'un bon de livraison. Ils devront être rigoureusement conformes aux prescriptions attendues.

Le titulaire assure le déchargement, l'installation, le déballage avec reprise, et recyclage des emballages.

Les transports et déchargements seront effectués aux risques et périls du titulaire du marché, ainsi que les retours et expéditions en cas de non-conformité.

L'acheteur ne fournira aucun matériel. Dans le cas où le transporteur ne dispose pas du matériel adéquat pour effectuer le déchargement, la livraison sera refusée et le délai de livraison continuera de s'appliquer.

Le titulaire est responsable des avaries et pertes survenues au cours du transport. Le transport des produits, leur déchargement et leur manutention sont à la charge du titulaire. Tous les frais de transport sont à la charge du Titulaire.

#### Article 15 - Délais d'exécution

Le délai d'exécution de l'ensemble de la prestation ou délai global de l'opération, tel que fixé dans l'Acte d'Engagement par le Maître d'ouvrage est de 26 mois regroupant les 3 phases du marché.

Ce délai aura pour origine la date fixée par la décision du Maître d'ouvrage notifiant le démarrage, à travers l'envoi d'un ordre de service.

S'insèrent dans ce délai d'ensemble les délais d'exécution relatifs à la location des constructions modulaires et des travaux associés tels que le gros-œuvre, le VRD, les fluides et les raccordements divers.

##### Calendrier prévisionnel d'exécution

Les phases 1 et 3 ne peuvent excéder une durée de 2 mois.

La période de location, de service et de maintenance des constructions modulaires débute à compter de l'acceptation par le pouvoir adjudicateur de l'installation desdites constructions. La période s'achève lors du constat de la désinstallation des constructions, accompagné de la remise en état du terrain et autres prescriptions détaillées au CCTP.

Les délais d'exécution partent de la première intervention de l'entrepreneur et expirent en même temps que sa dernière intervention. Chaque intervention de l'entrepreneur fait l'objet d'un délai

particulier ; la durée cumulée de ces délais particuliers est au plus égale à la durée du délai d'exécution dans son ensemble.

Toute prolongation du délai global d'exécution résultant soit de sujétions techniques imprévues, soit de modifications affectant l'ouvrage à la demande du maître de l'ouvrage, ou encore résultant de la force majeure, et affectant le montant initial du marché fera l'objet d'un avenant notifié au titulaire.

## Article 16 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10% du montant total HT du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

### 16.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Sauf en cas de force majeure pour lequel le titulaire de le marché devra établir le lien de causalité par rapport à sa défaillance, seule circonstance susceptible d'être reconnue comme justificative de l'empêchement pour le titulaire de remplir ses obligations, les infractions au présent marché feront l'objet de pénalités définies ci-dessous, **sans mise en demeure préalable et sans mise en œuvre du principe contradictoire**, par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS :

- Bâtiment modulaire abîmé et/ou détérioré à la livraison du fait du titulaire : **Forfait de 2 000 € H.T. par matériel ;**
- Retard de livraison, installation et désinstallation : **200 € H.T. par jour calendaire de retard les 5 premiers jours de retard puis à compter du 6ème jour, 500 € H.T. par jour calendaire ;**
- Non-respect des conditions de livraison : **Forfait de 1 000 € H.T. ;**
- Non-respect des conditions d'hygiène et de sécurité sur le chantier : **Forfait de 1 000 € H.T. ;**
- Dépassement du délai d'intervention de 48 heures maximum pour la maintenance pendant la période de location : **100 € H.T. par jour calendaire de retard à compter de la 49ème heure ;**
- Non remise en état des lieux après désinstallation : **Forfait de 2 000 € H.T. ;**

### 16.2 Pénalités spéciales

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de **non remise de documents, tels que définis au C.C.T.P., qui aurait pour effet de retarder l'aménagement du bâtiment se verrait appliquer une pénalité ci-après en cas de retard d'installation, 100 € H.T. par jour de retard calendaire.**

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire de le marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du contrat, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

**Élimination des déchets** : Tous les déchets dangereux sont traités dans des installations autorisées par la réglementation sur les établissements classés ou hors de France par toute réglementation équivalente.

Le titulaire doit mettre en place en matière de collecte, traitement et valorisation des déchets confiés par le détenteur, soit en tant qu'adhérent à un éco-organisme, soit en ayant mis en place son propre système individuel de traitement et de recyclage des matériels après reprise.

Un bordereau de suivi des déchets (BSD) est remis au pouvoir adjudicateur pour s'assurer de la traçabilité et recyclabilité des équipements et produits usagés.

Le titulaire indiquera sa politique de gestion et de traitement des déchets.

De plus, il est rappelé les interdictions suivantes :

- Brûler des déchets à l'air libre ;
- Abandonner ou enfouir des déchets ;
- Mettre en centre de stockage de classe 3 des déchets non-inertes.

En application de l'article 16.2.3 du CCAG FCS, en cas de non-respect des obligations définies ci-dessus, le titulaire se verra appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire d'un montant de 150 € H.T.

## Article 17 – Opérations de vérifications – Admission des prestations

Les opérations de vérifications se feront conformément à l'article 27 du CCAG FCS.

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et/ou rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

## Article 18 – Circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG FCS seront applicables.

## Article 19 - Documents fournis après exécution

Les documents à fournir par l'entrepreneur s'entendent par les plans, documents et tout autre élément détaillé au CCTP, qu'il a établis ou qu'il a dû se procurer auprès de ses fournisseurs, à l'exclusion des documents dont la production incombe au pouvoir adjudicateur.

## Article 20 – Garanties

Il sera fait application de l'article 33 du CCAG FCS.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le Pouvoir Adjudicateur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Pour effectuer toute mise au point ou toute réparation demandée par le Pouvoir Adjudicateur, et afin de ne pas occasionner de surcoût ou de perte d'exploitation, le titulaire devra tout mettre en œuvre pour en limiter les conséquences. Le cas échéant le Pouvoir Adjudicateur pourra exiger le dédommagement correspondant.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le Pouvoir Adjudicateur. Il peut en demander le règlement, s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

## Article 21 – Assurances

Le titulaire désigné dans le marché devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison des prestations.

Le titulaire devra également justifier : Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

L'attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée Aprovall, mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://portal.aprovall.com/fr/>

Pour son information, un email d'invitation à se connecter lui sera communiqué. Il convient donc de prendre préalablement toutes les mesures nécessaires pour garantir la bonne réception des messages issus de cette plateforme. Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

## Article 22 - Résiliation

Il sera fait application des articles 38 à 45 du CCAG FCS sauf mention contraire dans les précisions ci-après.

### 22.1 Cas de résiliation suite à liquidation judiciaire

Par dérogation à l'article 39.2 du CCAG-FCS, en cas de jugement prononçant la liquidation judiciaire du titulaire dans les conditions prévues par le Code de commerce, le titulaire en informe sans délai l'acheteur.

Compte tenu des conséquences de cette procédure sur les conditions d'exécution du marché, l'acheteur peut prononcer la résiliation du marché sans mise en demeure préalable, notamment en cas d'impossibilité manifeste de poursuite des prestations.

La décision de résiliation est notifiée au liquidateur judiciaire.

Aucune indemnité n'est due au titulaire, sauf dispositions légales contraires.

### 22.2 Cas de résiliation pour faute

Par dérogation à l'article 41 du CCAG FCS et en cas de bâtiments modulaires non conformes aux normes réglementaires ou aux spécifications techniques du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché pour faute du titulaire, suite à mise en demeure non suivie d'effets dans un délai de 5 jours ouvrés. Cette mise en demeure sera notifiée par lettre recommandée

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

## Article 23 - Règlement des litiges et différends

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du code de procédure civile.



## Article 24 - Dérogations aux documents généraux

Article du C.C.A.P.	Dérogation au C.C.A.G. F-C-S
Article 16	Article 14.1.2 et 14.1.3
Articles 16.1 et 16.2	Article 14
Article 22.1	Article 39.2
Article 22.2	Article 41